

CORRESPONDANCE ROMAINE

Rome, le 11 septembre 1907.

LA campagne que la franc-maçonnerie poursuit contre l'Eglise catholique en Italie ne cesse pas. Elle revêt, il est vrai, des formes moins brutales, ne se livre point à ces excès qui compromettent les meilleures causes ; mais elle continue sa marche, et d'autant plus dangereuse qu'elle se dissimule davantage. Le ministre de l'instruction publique, M. Rava, un franc-maçon de marque, vient d'adresser une circulaire aux préfets pour leur demander de surveiller avec une vigilance plus grande encore les établissements privés d'instruction, où, dit-il, se passent des choses horribles. Ces établissements privés sont les établissements catholiques, personne ne s'y trompe, et les préfets moins que les autres ; mais extérieurement le ministre semble avoir fait preuve d'impartialité en ne nommant pas les établissements dirigés par des religieux. On pourrait lui objecter que les mêmes horreurs, et de plus grandes encore, se passent dans les établissements de l'Etat ; mais, dans ce cas, il faut absolument faire le silence, et si les élèves peuvent mal se conduire dans les collèges du gouvernement, il n'est permis à personne de le dire.

— Les origines de cette campagne contre l'Eglise doivent être cherchées dans l'accès des catholiques italiens à la vie politique de leur pays. Tant que le *non expedit* fut maintenu, les libéraux italiens n'avaient point à craindre la concurrence catholique. Tranquillement assis autour de la table budgétaire, ils émargeaient en conscience. Mais voilà que, par suite d'une nouvelle orientation, les catholiques qui, ou s'abstenaient, ou votaient pour des candidats libéraux, s'affirment